

[Text]

spent on Canadian Jobs Strategy programs; \$655.8 million was for the purchase of courses from institutions and payment of training allowances and \$887 million was spent on contribution agreements with third parties.

En février 1985, après maintes consultations, le gouvernement fédéral et les provinces ont conclu une entente sur les principes sous-jacents d'une nouvelle stratégie pour le marché du travail. Les consultations se sont poursuivies pendant qu'Emploi et Immigration s'affairait à élaborer la stratégie. Aucune analyse financière officielle n'a été réalisée pour comparer l'approche recommandée par rapport aux autres approches, sous l'angle des programmes et des options choisis et sous celui de l'intégration de ces éléments pour former la Planification de l'emploi. À notre avis, les nouveaux programmes importants, qui coûtent des centaines de millions de dollars, devraient être étayés et justifiés afin qu'il soit possible de déterminer clairement les résultats escomptés.

La Planification de l'emploi a été mise en oeuvre en peu de temps. Au moment du lancement des nouveaux programmes de la Planification de l'emploi, il manquait certains instruments opérationnels nécessaires à la réalisation des programmes. Pour appliquer les changements d'envergure apportés aux programmes, le personnel responsable avait besoin d'instruments de travail, notamment de formulaires, de lignes directrices et de directives.

La vérification d'un échantillon de 128 accords de contributions a démontré que les employés des bureaux locaux et régionaux devaient s'adapter au fait de ne pas avoir tous les formulaires et lignes directrices au moment du lancement des programmes. La majorité des dossiers vérifiés étaient complets, mais il n'en reste pas moins que 40 p. 100 d'entre eux étaient incomplets, c'est-à-dire qu'ils ne renfermaient pas toutes les données requises pour permettre une analyse approfondie au moment du choix d'une proposition en vue de l'approbation. En conséquence, Emploi et Immigration Canada ne peut pas garantir que toutes les propositions sont choisies et approuvées conformément aux objectifs fixés pour les programmes. Dans notre Rapport, nous recommandons à Emploi et Immigration de s'assurer que toute l'information nécessaire à une analyse complète soit disponible au moment du choix d'un projet.

Nous avons également constaté que l'on n'avait pas clairement défini qui avait l'autorité de déterminer et de suivre l'admissibilité des participants, particulièrement quand des organismes autres qu'Emploi et Immigration avaient un rôle à jouer. Dans le cas du Programme de développement de l'emploi, il n'existe pas de pièces

[Translation]

Planification de l'emploi. En 1986-1987, Emploi et Immigration Canada a déboursé 1.5 milliard de dollars pour les programmes de la Planification de l'emploi. De cette somme, 655.8 millions de dollars ont servi à acheter des cours de formation directement auprès d'établissements d'enseignement, ainsi qu'à verser les allocations de formation aux stagiaires. Le reste, soit 887 millions de dollars, a été dépensé au titre des accords de contribution conclus avec les tierces parties.

Through a consultative process the principles for the new Strategy were agreed upon with the provinces in February 1985. Consultations continued while developmental work was carried out by Employment and Immigration. No formal financial analysis was carried out in comparing the recommended approach with alternatives in terms of the selected programs and options and the way they were put together in the Strategy. In our opinion new major initiatives involving hundreds of millions of dollars should be supported and justified so that the value to be obtained can be clearly identified.

The Canadian Jobs Strategy was put into operation in a short time. At the time when the new programs in the Canadian Jobs Strategy were to be launched, all of the operational tools required for the delivery of the program were not ready. To facilitate the implementation of extensive changes in programming, staff responsible for program delivery required the supporting tools, such as forms, guidelines and directives.

Our audit of a sample of 128 contribution agreements showed that local and regional personnel had to adjust to not having all guidelines and forms at the beginning of the implementation of the programs. Although the majority of the files we audited were complete, we found that 40% of the contribution agreement files were incomplete and did not contain all the information necessary for thorough analysis at the time of selecting a proposal for approval. As a result, Employment and Immigration Canada cannot give assurance that all proposals were selected and approved in accordance with program objectives. In our report we recommend that Employment and Immigration ensure that the necessary information for complete analysis be available at the time of project selection.

We also found that the authority for determining and monitoring the eligibility of participants was not clearly defined when organizations outside Employment and Immigration were involved. In the case of one of the main Strategy programs, Job Development, clients were not asked to attest their eligibility for the program on the